

**Il est temps d'en finir**

AVEC LES FRONTIÈRES ET LES PATRONS

Mardi 2 avril, Trump déclarait la guerre commerciale au monde entier : des droits de douane passant de 10 % à 25 %, voire plus, semant la panique parmi les patrons européens, et de 20 % à 54 % pour les importations venues de Chine. Mardi 8 avril, il raillait, lors d'un banquet de notables du Parti républicains, les pays qui cherchaient à négocier ces taxes à la baisse : « Ils nous appellent, ils me lèchent le cul. » Le lendemain, volte-face : il annonçait une pause de 90 jours, le temps des marchandages... sauf pour la Chine, où les droits allaient au contraire monter à 145 %.

La guerre des mafias qui gouvernent

Culot et inconséquence d'un parrain de mafia, qui pourrait déséquilibrer l'économie de la planète ? En partie. Mais pas si fou : entre la chute des cours de la bourse provoquée par la première annonce et leur remontée, certains s'en sont mis dans les poches. « C'est le bon moment pour acheter » avait tweeté Trump sur ses réseaux, prévenant ses amis de la volte-face qu'il allait opérer et ferait regimber le cours des actions, enrichissant les acquéreurs. Au point que des sénateurs américains ont demandé une enquête contre lui pour « délit d'initiés ».

Samedi 12, il annonçait que smartphones, ordinateurs et quelques autres produits électroniques fabriqués en Chine ne subiraient pas la hausse des droits de douane. Car une partie de l'industrie américaine de la tech, comme Apple qui y fait assembler ses produits, craint de ne plus pouvoir profiter à satiété de l'exploitation des ouvriers chinois, et Amazon y perdrait une grande partie de son trafic.

Ce nouvel épisode est caractéristique de ces bras de fer et marchandages entre les gouvernants qui, à la tête des grandes puissances, défendent les intérêts des grandes sociétés industrielles et commerciales : une rivalité sur le dos des travailleurs qu'ils exploitent et de tous les peuples pauvres de la planète.

... sur notre dos

C'est à nous tous qu'ils comptent faire payer l'addition. Par la hausse des prix entraînée par les nouveaux droits de douane. Par les licenciements et le chômage provoqués par les restructurations, déplacements de lieux de production, que décideront les patrons en fonction de la rentabilité des divers marchés.

Quand Trump clame qu'il va ainsi réindustrialiser les États-Unis et en y ramenant la production faite au Mexique, c'est pour déplacer le chômage de l'autre côté du Rio Grande, à condition de réussir à imposer aux travailleurs américains les salaires des ouvriers mexicains, au nom de la concurrence.

Il en est de même ici de tous ceux qui, de Le Pen et Macron jusqu'aux leaders de la gauche, nous parlent de patriotisme économique et de protectionnisme censé sauver « notre » industrie et « nos » emplois. C'est de sauver les profits des patrons français dont ils parlent.

Entre travailleurs, ni guerre ni frontières

Ceux des syndicats qui enchaînent sur le même thème sous le prétexte de « lutter contre le dumping social », se placent sur le même terrain, arguant d'un capitalisme plus national, où patrons et ouvriers auraient des intérêts communs, et où l'État nous protégerait des abus et les barrières douanières des concurrents. Mais nous n'avons aucun intérêt commun avec les exploiters de nos pays, qu'ils soient marchands de produits de luxe comme Arnault ou d'instruments de mort comme Dassault. Refusons d'être entraînés dans leurs guerres, aujourd'hui commerciales et peut-être demain militaires. Les seuls combats qui valent d'être menés sont ceux des travailleurs et travailleuses de tous les pays, par-delà les frontières.

Car tous les grands groupes exploitent des ouvriers aux quatre coins du monde et ce seront nos luttes communes qui nous débarrasseront de tous ces parasites et permettront d'organiser nous-mêmes la production en fonction des besoins de tous.

La planification du sous-effectif

Pour les ponts des 1^{er} et 8 mai, la direction veut nous mettre en sécable, car elle ne veut pas embaucher pour remplacer les absents. Et comme elle a les yeux plus gros que le ventre, plusieurs îlots sont déjà en sécabilité dès cette semaine !

La direction n'a pas de limite si on la laisse faire.

Non au diktat

À la vente de mars, des collègues ont été poussés en tournée mixte, alors qu'ils n'en voulaient pas. En voulant supprimer des dizaines d'emplois avec sa réorg, la direction cherche à nous imposer des tournées à rallonge, la polyvalence et des horaires qui ne conviennent à personne.

Mais nous pouvons décider de ce que nous voulons, si nous nous y mettons tous ensemble.

Le monde à l'envers

La Poste expérimente le numérotage automatique des lettres par des machines des centre de tri. Loin de vouloir nous aider à mieux travailler, c'est au contraire pour mieux supprimer des postes de travail.

Non à la condamnation des collègues du 92

Le 12 juin, La Poste traîne au tribunal cinq collègues du 92. Ces militants syndicaux ont organisé des grèves pour s'opposer aux politiques désastreuses de La Poste : précarité, suppressions d'emplois, dégradation des conditions de travail... Deux d'entre eux, Yann Le Merrer et Gaël Quirante, ont même été licenciés il y a quelques années. Mais ils ont continué à militer auprès de leurs collègues et à les mobiliser contre les réorganisations permanentes.

La Poste cherche donc à se venger de son impuissance à les faire taire en les chargeant de griefs imaginaires : « violences », « dégradation » et même « violation de domicile professionnel » pour avoir, en 2014 (!), emmené une délégation de grévistes au siège de La Poste.

Il n'est pas acceptable que ces collègues puissent être condamnés. D'ailleurs, La Poste devrait réintégrer Yann et Gaël, c'est le minimum !

Un rassemblement de soutien sera organisé le 12 juin devant le tribunal de Paris.

Suicides à l'hôpital, gouvernements responsables

Dix-neuf soignants et veufs et veuves de soignants venus des quatre coins du pays ont déposé plainte contre la ministre de la Santé, Catherine Vautrin, celle de l'Éducation nationale, Élisabeth Borne, et le ministre à l'Accès aux soins, Yannick Neuder.

Le but est de dénoncer les suicides du personnel

dans les hôpitaux publics dans un contexte de dégradation continue des conditions de travail. On ne sait pas si cette plainte aboutira, mais elle a le mérite d'exposer au grand jour un aspect tragique de la grande misère de l'hôpital public, avec son manque de personnel et la pression permanente de la hiérarchie.

La vérité si je mens

Après que le ministre des Finances a annoncé 40 milliards d'euros d'économies supplémentaires sur notre dos pour 2026, Bayrou nous sert un grand discours d'enfumage le 15 avril au matin ! Il ne sait plus à quel saint se vouer pour nous entourlouper, puisqu'il s'est mis à citer Lénine et Trotski : « seule la vérité est révolutionnaire ».

Sa « vérité » ce sont toujours les mêmes bobards sur le pays aux abois où « nous ne travaillons pas assez ». Il reste pourtant des milliards pour financer les dividendes des actionnaires et l'armement.

La vérité, c'est que Bayrou et les gouvernements précédents ont arrosé leurs amis capitalistes de 200 milliards d'euros de subventions par an, dont aucun travailleur n'a vu la couleur.

Carrefour se gave d'argent public

Une commission d'enquête sénatoriale sur les aides publiques a auditionné le PDG du groupe Carrefour, Alexandre Bompard.

En 2018, Carrefour a touché 350 millions d'euros d'aides publiques – principalement des exonérations de cotisations sur les salaires –, alors que le groupe comptait 109 000 salariés. En 2024, il a touché 330 millions avec des effectifs réduits à 85 000 salariés.

Pour cela, Carrefour a mis en location-gérance nombre de ses magasins, dont il est resté propriétaire sans en être formellement le patron. Un tour de passe-passe qui lui a permis de se débarrasser de nombreux salariés tout en continuant à empocher les aides publiques.

Et l'administration fiscale a laissé faire.

Bangladesh : les enfants intoxiqués au plomb

Dans ce pays d'Asie, l'un des plus pauvres du monde, 60 % des enfants présentent des taux de plomb dangereusement élevés dans le sang. En cause : le recyclage informel, et souvent clandestin, des batteries électriques hors d'usage que les pays occidentaux envoient massivement sur place. Elles sont démontées et le plomb récupéré dans des conditions sanitaires effroyables qui polluent l'air, le sol et l'eau. Les enfants sont les premiers à trinquer.

Les pays riches décarbonisent leur économie en utilisant les batteries électriques à tout-va et les pays pauvres paient les pots cassés.